

**Intervention à la réunion du *laboratoire des idées " Groupe égalité, diversité, solidarité "* le 31 mars au siège du Parti Socialiste 10, rue de Solferino.
richard.beraha@noos.fr (06 11 43 05 56)**

« Chinois de France et République »

Présentation

Après avoir été Président d'Altedia Cogef (groupe de conseil de Raymond Soubie), je suis aujourd'hui Président de *Hui Ji*, association franco-chinoise. Je conduis par ailleurs, sous la direction de Michel Wieviorka, une recherche (financée par la région IDF) sur les nouvelles migrations chinoises (Wenzhou, 70% des flux de 1980 à 2005), ce qui me permet d'être immergé depuis sept années dans les communautés asiatiques en IDF et de mener des actions de médiations sociales auprès des institutions publiques en relation avec les migrants. Je suis aussi connaisseur des cultures afro brésiliennes.

Préambule

L'immigration et les communautés chinoises paraissent cernées de zones d'ombre. Tout concourt à en faire un sujet tabou, que l'on n'aborde qu'au travers de stéréotypes ou de rumeurs :

- l'autisme stratégique des autorités chinoises, pour qui les sans-papiers n'existent pas plus que la liberté d'expression !
- l'idéologie actuelle sécuritaire et identitaire du gouvernement français ;
- un discours caricatural idéaliste de l'extrême gauche ;
- des médias qui, jouant sur le sensationnel, présentent les migrants soit en victimes, soit en coupables ;
- la propension enfin de ces migrants - comme toutes les diasporas transnationales (mais aussi nos multinationales) - à se jouer des Etats pour imaginer leurs propres systèmes de réussite.

Comment la République peut-elle agir face à des populations :

- sans revendication clairement formulée, sans difficulté sociale catégorielle et sans problème apparent d'identité du aux réminiscences de conflits historiques douloureux ?

- privées de représentation officielle - malgré la multitude d'Associations chinoises, d'ailleurs plus tournées vers leur propre culture que vers la société française - ;
- créant leurs propres emplois et de ce fait cherchant peu à entrer dans le marché du travail français ;
- s'appuyant davantage sur les solidarités communautaires que nationales, d'où ce paradoxe incroyable : ceux qui réussissent le mieux – selon leurs critères – paraissent communément les moins intégrés. Toutefois ils investissent beaucoup dans l'éducation française de leurs enfants ;
- ces populations posant par ailleurs peu de problèmes d'ordre public. Un regard amusé les fait ressembler aux discrètes communautés d'Occidentaux en Chine !

Doit-on (peut-on ?) les faire entrer de force dans le moule égalitaire républicain, alors qu'ils se meuvent dans l'espace européen et global et que les deux premières générations trouvent au sein de leur propre communauté ascension sociale et identité positive en ne demandant en somme que le droit à l'indifférence ?

Toutefois, le processus d'acculturation et de socialisation sur deux ou trois générations s'opère, même si des spécificités demeurent. Il s'agit de l'accélérer, de l'améliorer, de l'accompagner et d'apporter sur le terrain des solutions concrètes favorisant une insertion harmonieuse dans notre société tant au plan administratif que scolaire, social et économique.

Regarder la place des Asiatiques en France permet de se poser des questions – en dehors des débats postcoloniaux – sur notre modèle d'intégration assimilationniste, sur les discriminations directes et indirectes envers les étrangers, sur les politiques d'accueil, sur les politiques migratoires, sur le lien politique, économique, diplomatique que la France entretient avec les pays d'origine.

J'ai la faiblesse d'imaginer qu'une partie significative de ce que je vais dire est peu ou prou valable pour d'autres communautés. Avant d'être des victimes à secourir, les migrants de tous les continents sont des acteurs en marche. À nous de les traiter comme tels, non comme une menace, non de façon exclusivement sélective mais en les accueillant avec hospitalité, dans la mesure où leur utilité économique et sociale est prouvée, condition indispensable à l'acceptation par l'opinion publique. Nous avons d'ailleurs besoin d'une migration entrepreneuriale pour développer notre économie, comme d'une migration de travail pour occuper les emplois que les Français ne souhaitent plus exercer.

Nous allons aborder ces sujets au travers de trois questions concernant les politiques de diversité, l'économie de la migration et le lien de ces deux sujets avec la géopolitique.

1. DIVERSITÉ.

Pourquoi, après plus d'un siècle de présence en France et une population qui doit avoisiner aujourd'hui un million d'individus, n'y a-t-il pratiquement aucune visibilité des minorités asiatiques sur la scène publique française ?

Est-ce dû à une essence, leur culture, leur volonté de vivre caché ? Dans ce cas, comment expliquer que dans d'autres nations les Asiatiques participent pleinement à la vie sociale, scientifique, politique ? Voir par exemple ce qui se passe aux USA avec la nomination de Stephen Chu, prix Nobel de chimie, fils de migrant chinois, comme ministre de l'énergie, également au Canada, dans les DOM TOM.

Quels sont les particularismes franco-français qui empêcheraient ces migrants, et surtout leurs enfants, de s'exprimer pleinement dans notre société ?

Tout d'abord trois observations :

- L'étude du processus d'intégration de la diaspora chinoise dans le monde (environ 50 millions d'individus, dont 70 à 80% % vivant en Asie) montre que certaines communautés perdurent pendant des siècles dans un système endogène et dans le cadre de communautés relativement fermées alors que d'autres se fondent et se métissent dans le pays d'accueil.

Au-delà des raisons socio-historiques propres à chacune de ces migrations, la qualité et les conditions d'accueil (lois migratoires, accès à tous les emplois, absence de racisme, ouverture économique, facilitation de la mobilité...) semblent prépondérantes dans l'accélération du processus d'intégration, tout comme l'attitude politique du pays d'accueil face aux étrangers.

- Nous en avons un exemple en France avec les ex-boat people d'Indochine : quand on accueille bien des étrangers, l'intégration est silencieuse et harmonieuse, même si dans notre pays cela ne suffit pas pour voir émerger une élite.
- Quand en revanche, on adopte une attitude hostile envers eux, comme pour les nouvelles migrations de RPC (1980-2005), ce comportement restrictif ne freine en rien leur venue : ils arrivent illégalement (en raison d'une impossibilité légale, particulièrement dans les régions aux habitus de migration ayant des liens familiaux avec le pays d'accueil). Ils surfent sur le développement de l'économie chinoise, viennent en Europe pour y créer des entreprises dans un phénomène que Alejandro Portes a caractérisé par le concept de « *Mondialisation par le bas* ». Cette clandestinité actuelle (on

estime à 1/3 des migrants) rend opaque leur société. On parle alors de communautarisme.

- De même, les étudiants chinois, qui apportent à la diaspora, une éducation supérieure et aussi un lien politique avec le pays, sont mal recrutés, mal suivis, mal accueillis, peu intégrés à la fin de leurs études par nos entreprises et nos laboratoires. 70% d'entre eux souhaitent rester en France après leurs études. Tous sont loin d'y parvenir !

- Sur le plan des processus psychosociologiques, cette migration s'apparente à bien d'autres migrations entrepreneuriales (libanaise, juive, turque, arménienne, indo pakistanaise, berbère, soninké, commerçants de tous les continents, cf. travaux de Tarrus, Roulleau Berger, Ma Mung...) et si la société chinoise représente une altérité par rapport à nos sociétés, elle reste largement fantasmée.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas de singularité, notamment l'entrepreneuriat ethnique, ainsi qu'une morale et des schèmes sociaux qui s'inscrivent dans un autre registre philosophique, religieux, culturel. Mais gardons à l'esprit que la société chinoise en France est hétérogène. Elle va du paysan pauvre à la recherche d'un espoir à l'élite commerçante et intellectuelle. Les origines géo dialectales sont variées. Les vagues historiques de migration ont répondu à des motivations différenciées. Cependant, aucun de ces groupes ne trouve vraiment une place dans notre société : cela renforce leur rassemblement et la réification d'une identité soi-disant chinoise ; c'est ce qui devrait nous encourager à intensifier les politiques actives de promotion de la diversité.

- Ces politiques ne seraient pas coûteuses. Elles répondent en grande partie à des besoins symboliques. Nous émettons quelques propositions dans le rapport : « *Asiatiques en France ou Asiatiques de France ?* » (www.huiji.org), réalisé dans le cadre de la mission Diversité conduite par Michel Wieviorka. Deux solidarités leur apparaissent essentielles en France : l'éducation et la santé, en contraste avec la situation chinoise. Pour le reste, ils font peu appel aux autres prestations sociales (RMI, chômage, aide à la création d'entreprise, retraite...), préférant en cas de besoin s'en remettre aux solidarités de proximité, familiales, claniques et villageoises, mais aussi aux nouveaux réseaux d'affinité créés en France et dans le monde.

Plusieurs hypothèses pour expliquer la « non visibilité » des asiatiques de France :

- Les discriminations directes et indirectes, même si elles sont moins visibles que pour d'autres groupes, sont pourtant nombreuses : les stéréotypes envers les Chinois sont proches de ceux portés à l'encontre des Juifs d'avant-guerre. Les rumeurs sont nombreuses et sans réels fondements. Les médias sont avides de ces sujets : prostitution, mafia, règlements de compte, exploitation, hygiène, archétype du marchand sans foi ni loi,...Ce qui ne veut pas dire que ces problèmes n'ont aucune réalité, mais ils restent marginaux et leur présentation

est perçue comme des attaques en règle contre tout le groupe d'appartenance. Quand une minorité perd la face, elle se terre !

(Remarque récente d'Yazid Sebag, nouveau Commissaire à la diversité : « *Les Chinois, ils ne veulent travailler qu'entre eux, on n'arrive pas à les intégrer...* »). C'est bien le stéréotype qui vient spontanément à l'esprit !

Il faut noter aussi qu'ils sont, particulièrement les sans-papiers, la cible d'une délinquance quotidienne à Paris et en IDF (agression, vol d'argent liquide sans dépôt de plainte), ce qui fait que leur quotidien est marqué par la peur (de la police, des délinquants). Comment peut-on s'intégrer dans la peur ? Des risques d'incidents intercommunautaires sont à craindre dans peu de temps dans le Nord-Est de Paris et dans le 93.

- Le regard que porte la société française sur l'étranger (et l'exploitation politique identitaire qui le perpétue) contraint les migrants et leurs enfants à la construction d'une société à la marge, dans laquelle ils trouvent solidarité et reconnaissance.
 - o Même pour ceux d'Asie du Sud-Est, la citoyenneté française (qu'ils ont pour la plupart acquise) ne les empêche nullement de se sentir toujours appartenir au monde asiatique, dans lequel sont davantage assurées les solidarités et les opportunités d'ascension sociale. Ils jouissent par ailleurs des avantages de la double appartenance.

Mais je voudrais insister sur le fait que le maintien sur le territoire de familles sans-papiers (estimation de 3000 à 6000 familles avec en moyenne deux enfants) touche la quasi totalité des Chinois de France : ils ont en effet l'obligation morale d'octroyer un logement et des moyens de subsistance à leur famille élargie. Dans les faits inexpulsables (enfants nés en France et scolarisés et refus fréquent de délivrance d'un laissez-passer par le consul de Chine), cela crée une société opaque et marginale et encourage le travail au noir pour lequel on les pourchasse. Il est néanmoins plus subi que souhaité : les migrants clandestins n'ont en effet aucune difficulté à obtenir un contrat de travail en CDI en bonne et due forme.

L'identité des migrants et leur rapport à la société française sont fortement influencés par l'Histoire en marche, notamment les rapports de force internationaux. Il est aujourd'hui évident, au vu de la place de la Chine dans le monde, que se sentir chinois (même si on a quitté le pays il y a plus d'un siècle et qu'on ne parle pas la langue) constitue une sorte de fierté.

Le républicanisme avec son approche assimilationniste ne fonctionnera pas avec ces minorités des nouveaux pays émergents qui envisagent le rapport à l'Occident dans la réciprocité et l'égalité. Il ne marche pas mieux avec d'autres groupes qui attendent respect, reconnaissance et également égalité.

2. ÉCONOMIE DE LA MIGRATION.

La création d'entreprise constitue une des finalités de la migration, symbole de l'élévation dans l'échelle sociale chinoise. On considère que 80% des familles, y parviennent, même modestement, après une période d'une dizaine d'années de rétrogradation sociale. Mais les migrants sont confrontés à de nombreux obstacles, en premier lieu les freins législatifs contrecarrant leur mobilité. La seule solution aujourd'hui pour un futur entrepreneur chinois est de venir clandestinement.

Leur économie est tantôt vue comme profitable à la France car créatrice de croissance, tantôt jugée mafieuse et intrusive, un cheval de Troie du pouvoir chinois dans notre société.

Dès lors, comment la France pourrait-elle profiter de leur esprit entrepreneurial, de la réussite scolaire des jeunes de la seconde génération, de leurs réseaux dans 204 pays dans le monde et de leur capacité à nous lier à la Chine, pour développer notre propre économie ?

Ne doit-on pas considérer cette économie comme la réciproque de nos investissements en Chine et de nos expatriés (au moins la première génération quand les migrants s'installent dans le pays d'accueil. Il y aurait d'ailleurs plus de retour, d'installation dans d'autres pays, si la mobilité leur était facilitée).

Développement économique et mobilité sont fortement liés.

Le développement de la Chine a été et reste fortement stimulé par 150 à 200 millions de migrants internes qui construisent le pays et produisent à bas coût, mais aussi par 50 millions de Chinois d'outre-mer qui relient l'Empire du Milieu au monde. Ils sont les premiers contributeurs aux investissements de leur pays et constituent des comptoirs commerciaux dans toute la planète. Aujourd'hui, ils sont un des leviers des investissements chinois à l'étranger (exemple de l'Afrique, leur nouvel eldorado où se conjuguent des investissements d'Etat et privés).

Il semble y avoir correspondance entre les flux d'échanges commerciaux et le nombre de migrants répartis par grandes régions du globe : Wenzhou exporte environ la moitié de sa production en Europe où la moitié de ses migrants vivent¹ Il n'y a jamais eu dans l'Histoire d'augmentation massive de flux de capitaux et de marchandises sans accroissement des flux humains. Les migrations européennes en sont un illustre exemple, en Amérique, mais aussi sur tous les continents, lors de la Révolution Industrielle au XVIIIe siècle. Mais si l'omniprésence occidentale est représentée aujourd'hui par des multinationales, les Chinois ont la chance, en plus des grandes entreprises plus ou moins contrôlées par l'Etat (qui

¹ Sur une population totale de 7 millions d'habitants, Wenzhou compterait 1,350.000 individus à l'étranger (ce sont les chiffres du Zhejiang, mais la grande majorité des migrants de la province sont originaires de Wenzhou).

veulent investir partout en Europe, sauf en France !), de disposer de milliers de PME, dont une grande part est orientée vers l'exportation mais aussi l'importation quand ces entreprises sont situées outre-mer (sauf en France !).

« LES LOIS MIGRATOIRES FREINANT LA MOBILITÉ ENTRAVENT LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU PAYS D'ORIGINE, MAIS AUSSI DU PAYS D'ACUEIL. »

À court terme, ces migrants importent le vertigineux dynamisme économique de leurs pays. Ainsi le Zhejiang a le 4^{ème} PIB de Chine, le 1^{er} rang en matière d'entreprises privées, entre 10 et 14% de croissance depuis 30 ans. Les entrepreneurs semblent moins timorés que nous face à la crise, à l'affut des potentielles opportunités². Ils créent des PME internationale et de ce fait contribuent au maintien du pouvoir d'achat des Français par l'importation de produits à bas prix, mais dont la valeur ajoutée reste encore majoritairement en Occident (marketing et distribution).

À moyen terme, ces migrants dynamiques nous ouvrent des voies d'accès vers leurs pays d'origine pour des échanges sur le plan culturel, universitaire, économique, technologique, politique et social.

À long terme enfin, ce flux migratoire engendre des générations d'"enfants passeurs", médiateurs entre la vieille Europe et les pays asiatiques émergents.

Ne commettons pas l'erreur de dissocier cette économie mondiale de celle des migrants qui nous semblent miséreux, arriérés, exploités dans des ateliers ou des cuisines, asservis à leur dette et terrés dans la peur. Tout cela forme aussi système dans lesquels les individus, fortement ancrés dans des réseaux de solidarité et une morale du don, progressent et grimpent patiemment, un à un, les échelons de la promotion sociale qu'ils envisagent sur au moins deux générations. Aux yeux de Saskia Sassen³, dans le processus de globalisation, le haut et le bas se confondent ; ils sont en interaction permanente. L'impuissance des Etats à maîtriser ces flux humains, voire à contrôler fiscalement les flux de marchandises, est à rapprocher de leur incapacité à réguler les marchés financiers.

² La crise économique planétaire plonge les sociétés occidentales dans le désarroi, le doute, la peur. Pour tout un chacun cela se mesure en perte bien réelle de revenus, symbolique de statut et aussi perte d'un imaginaire, d'une vision de notre destin. La crise de 2008 présente une spécificité par rapport à toutes celles qui l'ont précédée : sa simultanéité sur toute la planète. Comme toute crise, elle va modifier sensiblement les rapports sociaux et politiques dans chaque pays, mais elle engendre encore un repositionnement net des rapports de force géostratégiques. En ces temps mouvants qui contraignent les Occidentaux à voir s'écrouler sous leurs pieds leurs repères sociétaux et leur idéologie triomphante du progrès et de la liberté, la Chine en ce qui la concerne semble trouver plusieurs atouts sur le plan stratégique. Cette situation est propice au renforcement du nationalisme chinois, à l'exaltation de valeurs soi-disant chinoises (sens du collectif/individualisme, épargne/frugalité, ordre « harmonieux »/liberté incontrôlée...); elle est favorable à l'acquisition de capitaux étrangers dans le monde, positive en termes de rapports de forces internationaux (dettes américaines, liquidités à injecter dans les pays en développement), encline enfin à développer le marché interne - ce qui implique d'imposer aux provinces et aux capitalistes de nouvelles protections sociales pour les plus pauvres (sécurité sociale, gratuité de l'éducation, revenu minimum, micro crédit, retraite...).

³ Saskia Sassen, *La globalisation, une sociologie*, traduit de l'anglais par Pierre Guglielmina, Gallimard, « NRF Essais », 2009.

Si l'intérêt économique des migrations chinoises pour les pays d'accueil n'est plus à prouver, l'ostracisme à leur égard continue sous prétexte que changer de politique constituerait un « appel d'air ».

Juste quelques mots à ce propos : c'est assurément le seul argument qui serait acceptable pour justifier la politique migratoire actuelle.

La migration chinoise de cette région (Wenzhou) est actuellement en grande part stoppée - ce qui n'est pas le cas pour d'autres provinces. 4 raisons à cela :

- les villages aux habitus de migration sont aujourd'hui vidés de leur population active, remplacée par d'autres migrants plus pauvres d'autres régions ;
- les migrants préfèrent d'autres pays du monde (l'image de la France s'étant fortement dégradée) ;
- la connaissance des conditions de vie difficiles chez nous durant les dix premières années rebute les potentiels migrants qui appartiennent aux classes moyennes d'une des régions de Chine les plus développées sur le plan économique ;
- les opportunités économiques dans notre pays apparaissent en parties saturées.

Nous avons proposé aux pouvoirs publics la création d'une carte de micro entrepreneur, pour venir légalement en France.

- Ouvrir les possibilités légales de migration permettrait :
 - De réduire les revenus d'origine mafieuse (des centaines de millions euros annuels pour le Zhejiang) ;
 - D'éviter dix années de réclusion et d'exploitation pour les clandestins, pourtant futurs chefs d'entreprise (ce sont leurs enfants qui ont le plus de handicaps psychologiques et pratiques pour l'accès à l'université) ;
 - De favoriser les investissements en France et les relations commerciales franco-chinoises.
- Il s'agirait de créer une *carte micro investisseur* à la disposition des jeunes candidats célibataires et des familles (couple et enfants) pouvant justifier :
 - D'un réseau familial en France (critère essentiel) ;
 - D'une pratique minimale de la langue (DILF) ;

- De garanties financières à déposer sur un compte bloqué en France puis libéré le jour de la création de l'entreprise (d'où un meilleur contrôle des circulations financières entre les deux pays) ;
- D'un contrat de travail dans une entreprise française (appartenant généralement à un membre de la famille ou à un ami) où le candidat apprendra à connaître le pays d'accueil, sa langue, ses lois, son futur métier (formation d'accompagnement obligatoire la première année comme dans le système canadien, beaucoup de pratiques non légales pourraient être évitées par de la formation).

Ce dispositif devrait être appliqué aux migrants sans papiers déjà sur le territoire en unifiant conditions familiales et conditions économiques : le problème de 80% des familles sans papiers serait alors résolu. Les chances de leurs enfants d'accéder à une éducation supérieure seraient aussi renforcées. Ils sont plus nombreux que les étudiants chinois accueillis chaque année.

D'une façon plus générale, ce dispositif, qui s'appliquerait aux migrants de toutes origines (il n'est pas question ici de proposer une approche ethnique !), aurait un rôle majeur dans l'intensification des échanges commerciaux entre les pays de migration et la France et serait donc générateur de croissance, d'emploi et de codéveloppement. Il stimulerait le paysage de nos PME en manque de compétences et de réseaux pour s'intégrer aux marchés d'affaires mondiaux.

Il réduirait en grande partie le poids des filières clandestines et les pratiques honteuses du travail clandestin en France.

3. **DIVERSITÉ, ÉCONOMIE DE LA MIGRATION ET GÉOPOLITIQUE.**

Si le dernier point s'articule aux questions concernant la diversité et l'économie de la migration, il est de nature géopolitique.

Je qualifie les rapports que la Chine entretient avec sa diaspora d'autisme stratégique. On en parle peu (plus depuis un an ou deux), on nie son poids dans les relations bilatérales avec les pays, alors que cette relation est essentielle pour des raisons économiques, nous l'avons vu, mais aussi obsessionnelle sur le plan symbolique et imaginaire (la réification d'une nation chinoise).

Pourquoi la France n'utilise-t-elle pas cette diaspora pour l'amélioration de ses relations avec la Chine ? (On en a bien besoin après les ravages de Nicolas Sarkozy et ses postures médiatiques qui l'ont décrédibilisé)

D'ailleurs, ne serait-ce pas un moyen plus pertinent, plus stratégique aussi de favoriser l'émergence de réformes démocratiques dans le pays ?

N'oublions que les dirigeants du PCC (Deng Xiaoping, Chuan Lai) ont vécu en France et qu'aujourd'hui les migrants, commerçants ou étudiants (la minorité agissante est membre du PCC), exercent une influence non négligeable, sur les pouvoirs politiques locaux certainement et de plus en plus nationaux.

D'autant que la diaspora chinoise est loin d'être acquise au nationalisme chinois. Elle est marquée par son singulier émiettement et sa traditionnelle opposition au pouvoir central après avoir beaucoup souffert des trente années de maoïsme. Mais elle ne saurait résister à ce que lui offre le gouvernement chinois : une législation favorable, des opportunités d'affaire en Chine, mais aussi à l'étranger (en Afrique notamment), un statut social favorisé pour les familles restées là-bas et surtout une identité positive pour tous les Chinois, migrants ou non.

Pourtant, les pratiques sociales, comme l'imaginaire, des plus jeunes sont autant européennes que chinoises et ils souhaitent diversifier leurs investissements et rester autonomes par rapport à la Chine, même s'ils choisissent en majorité une carrière dans le milieu chinois.

Nous avons proposé à tous les pouvoirs publics d'engager un dialogue avec les associations chinoises les plus ouvertes (en dehors du folklore du Nouvel An), de valoriser leurs membres les plus insérés dans notre société mais on se heurte toujours au même phénomène : la méfiance et l'autisme, cette fois français, concernant la régularisation de milliers de familles privées de papiers.

Puisque ces gens posent peu de problèmes, que le sujet n'est pas vendeur électoralement, la politique de l'autruche paraît le meilleur moyen de gouverner, quitte à dénicher à l'occasion quelques boucs émissaires commodes !

La France aurait pourtant tout intérêt à s'appuyer sur cette diaspora afin non seulement de profiter de la croissance chinoise (capitax, capacités entrepreneuriales et commerciales...) mais aussi de lier des relations plus intimes avec les citoyens chinois et d'origine chinoise sur son territoire, puisque l'on sait que ce sont les réseaux sociaux qui structurent le système de ce pays, même au sein de l'appareil bureaucratique du P.C.C. Le climat de méfiance réciproque actuel est peu propice à la construction de tels liens.

Il ne sera pas aisé de déconnecter les politiques d'insertion des minorités ethniques de la géopolitique et de la géoéconomique, ni d'éviter que la manière dont nous traitons les événements internationaux et dont nous regardons l'étranger ait une influence sur les représentations, les discriminations, la visibilité, la plus ou moins grande insertion sociale et culturelle.

Ce qui devrait inviter les politiques à construire leur discours sur les autres Nations et les événements internationaux de façon moins ethnocentrée, basé sur une pédagogie des réalités objectives plus que sur des principes abstraits non partagés.

